

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

6 février, 2024.

DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ DU WADEMOS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE SÉNÉGALAISE SUR LE REPORT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 25 FÉVRIER

Nous, le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), réseau de plus de 45 organisations de la société civile nationales et transnationales pro-démocratie travaillant dans la région de l'Afrique de l'Ouest, après avoir suivi avec un vif intérêt et préoccupation les récents développements politiques au Sénégal, tenons à exprimer notre solidarité envers nos frères et sœurs Sénégalais, ainsi que la communauté de la société civile du Sénégal, dans leur juste opposition à la décision du Président Macky Sall de reporter l'élection présidentielle du pays initialement prévue le 25 février 2024.

L'action unilatérale du président Macky Sall, qui a plongé son pays dans une crise politique et constitutionnelle inutile, représente un revers décevant pour le Sénégal, une tache sur l'image d'un pays qui a fait des progrès constants et exemplaires dans la construction d'une société démocratique stable soutenue par le respect de l'État de droit et une tradition ininterrompue d'élections régulières, libres, équitables et inclusives.

Tout en prenant note des raisons avancées par le Président Sall pour justifier son action, nous soulignons les préoccupations et les objections soulevées par la société civile sénégalaise et un large spectre de la société politique sénégalaise, notamment que l'action du Président est contraire à la Constitution de la République du Sénégal de multiples façons. L'action unilatérale du président, annoncée alors que les élections prévues étaient dans moins d'un mois, contredit également le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, section 2, dont l'article 2(1) désapprouve expressément toute réforme ou modification des lois électorales ou processus "six mois avant les élections, sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques."

Nous nous opposons fermement à la décision du parlement Sénégalais de repousser les élections jusqu'au 15 Décembre 2023, et nous condamnons les circonstances questionnables dans lesquelles cette décision a été prise. La nouvelle date, qui rallonge le mandat du Président Macky Sall crée un précédent dangereux et illégal pour le Sénégal et la région. Nous soutenons les appels de la société civile sénégalaise et des acteurs pro-démocratie en faveur d'une nouvelle date pour les élections présidentielles qui soit rapidement fixée par le biais d'un processus inclusif. Nous souhaitons également rappeler au Président Sall le gage qu'il a fait au peuple du Sénégal, dans son discours à la nation le 3 juillet 2023, mentionnant qu'il n'a ni le désir ni l'intention de rester au pouvoir au-delà de la fin de son mandat tel que prévu par la constitution

Nous soutenons les appels urgents à mettre fin aux arrestations ou à la détention de candidats de l'opposition, aux attaques contre les députés qui s'opposent à la prolongation des élections

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

au-delà du mandat du président Sall, a la fermeture des médias et la répression de la liberté d'expression, ainsi qu'aux menaces à l'indépendance du Conseil Constitutionnel.

Nous exhortons le peuple sénégalais à maintenir ses manifestations pacifiques et non violentes, et implorons les autorités de l'État à faire preuve de la plus grande retenue, compatible avec le respect du caractère sacré de la vie humaine, dans leur réponse aux citoyens qui ne font qu'exercer leur droit démocratique et constitutionnel, celui d'exprimer leur mécontentement et leur colère justifiés face à ces développements inquiétants. Nous implorons tous les segments de la société sénégalaise à travailler ensemble pour trouver une résolution pacifique et rapide à la crise provoquée par ce report des élections.

Conscients des accusations de double standard portées contre la CEDEAO quant à ses réponses différentes aux actes antidémocratiques ou anticonstitutionnels selon l'identité ou la nature de l'auteur, nous exhortons vivement la CEDEAO à saisir cette opportunité pour envoyer un message sans équivoque qu'elle reste résolue dans son engagement à défendre la démocratie et l'État de droit dans la région et appliquer son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance, sans crainte ni faveur, sans affection ou mauvaise volonté envers un régime ou un dirigeant politique. La CEDEAO ne doit pas laisser tomber le peuple du Sénégal et de la région Ouest-Africaine.

Vive la démocratie !

-FIN-

Signataires :

1. West Africa Civil Society Initiative (WACSI)
2. West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
3. Media Foundation for West Africa (MFWA)
4. The Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO-Senegal)
5. AfricTivistes (Senegal)
6. AfrikaJom Center (Senegal)
7. WATHI Think tank (Senegal)
8. Goree Institute (Senegal)
9. Center for Democratic Development (CDD-Ghana)
10. Institute for Democratic Governance (IDEG-Ghana)
11. Council on Foreign Relations Ghana (Ghana)
12. Africa Center for International Law and Accountability (Ghana)
13. Gender Centre for Empowering Development (GenCED-Ghana)
14. CDD-West Africa (Nigeria)
15. Transition Monitoring Group (Nigeria)
16. Women in Politics Forum (Nigeria)
17. Yiaga Africa (Nigeria)
18. Civil Society Legislative Advocacy Centre (CISLAC) (Nigeria)
19. The Centre for the Democratic Governance (Burkina Faso)
20. Le Balai Citoyen (Burkina Faso)
21. Director, Centre d'Information et de Documentation Citoyennes

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | AfricTivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

22. AFLED (Mali)
23. Réseau ONG d'Appui au Processus Electoral au Mali - Réseau APEM (Mali)
24. Education for a culture of Peace and Citizenship, Human Rights Defense (Mali)
25. Youth Association for Active Citizenship and Democracy (AJCAD) (Mali)
26. Coalition for Citizen Observation of Elections (Mali)
27. Sahelian.com (Mali)
28. Institute Sahelien pour la Gouvernance
29. Statview International (Guinea)
30. ABLOGUE (Guinea)
31. Citoyen pour la Paix et la Justice (Guinea)
32. Femmes Actions et Developpement (Niger)
33. Alternative Espace Citoyen (Niger)
34. Coalition des Organisations Nigériennes des Droits de l'Enfant (Niger)
35. Network of Women Leader for Development (Benin)
36. Social Watch (Benin)
37. Forum Cabo-Verdiano da Sociedade Civil (Cabo Verde)
38. Instituto Pedro Pires (Cabo Verde)
39. Institute for Research and Democratic Development (Liberia)
40. Center for Democratic Governance (Liberia)
41. Clinique d'Expertise Juridique et social (Togo)
42. National Civil Society Consultation (Togo)
43. Pan African Lawyers Union
44. National Election Watch (Sierra Leone)
45. Campaign for Good Governance (Sierra Leone)
46. Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (Guinea Bissau)
47. Center for Research and Policy Development (CRPD) (Cote d'Ivoire)

À propos de WADEMOS

WADEMOS est un réseau indépendant et non partisan de diverses organisations de la société civile et groupes civiques nationaux et transnationaux travaillant à promouvoir et à défendre la démocratie, la bonne gouvernance et le développement inclusif dans la région de l'Afrique de l'Ouest. WADEMOS mobilise, coordonne et tire profit de la voix et le pouvoir collectifs de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie au sein de la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire avancer sa mission. Le nombre actuel de membres de WADEMOS s'élève à 47, répartis à travers l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat de WADEMOS est basé à Accra, au Ghana.

Pour plus d'information et des interview avec les médias, veuillez contacter:

Nom: Jonah Eledi

Désignation: Chargée de communication et plateformes numériques

E-mail: j.eledi@wademosnetwork.org

Numéro de téléphone: +233 26 373 5330

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin